



## CHAPITRE 11

Loi modifiant la Loi de la Législature

[Sanctionnée le 23 décembre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
6, a. 96,  
mod.

**1.** L'article 96 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6), remplacé par l'article 5 du chapitre 11 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), et modifié par l'article 4 du chapitre 15 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Alloca-  
tion pour  
frais de  
voyage.

« **96. 1.** En outre de l'allocation prévue à l'article 99, il est accordé à chaque député pour au plus quinze voyages aller-retour au cours d'une année et un voyage additionnel pour chaque semaine au cours de laquelle l'Assemblée tient une séance, une allocation pour frais de voyage de quatorze cents du mille, à partir de leur résidence dans leur district électoral ou, à défaut de telle résidence, à partir de leur domicile élu dans ce district, jusqu'au siège du Parlement. »;

b) en ajoutant, après le paragraphe 2, le suivant:

Alloca-  
tion pour  
maintien  
de local.

« **3.** En outre de l'allocation prévue à l'article 99, il est aussi accordé à tout député pour l'indemniser des dépenses qu'il encourt pour le maintien et l'entretien d'un local où il peut recevoir ses électeurs et remplir les autres fonctions inhérentes à sa charge, une allocation de deux cents dollars par mois.

## CHAPTER 11

An Act to amend the Legislature Act

[Assented to 23rd December 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 96 of the Legislature Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 6), replaced by section 5 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 4 of chapter 15 of the statutes of 1966/1967, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph of subsection 1 by the following:

R.S., c.  
6, s. 96,  
am.

“**96. (1)** In addition to the allowance provided for in section 99, there shall be allowed to each member for not more than fifteen return journeys during a year and one additional journey for each week during which the Assembly holds a sitting, an allowance for travelling expenses of fourteen cents a mile from his residence in his electoral district or, failing such residence, from his elected domicile in such district, to the legislative building.”;

Travel-  
ling al-  
lowance.

(b) by adding after subsection 2 the following:

“(3) In addition to the allowance provided for in section 99, there shall also be allowed to each member, to indemnify him for expenses incurred respecting the maintenance and upkeep of premises where he may receive his electors and perform the other duties attached to his office, an allowance of two hundred dollars a month.

Indemni-  
ties for  
mainten-  
ance of  
premises.

Restriction.

Cette allocation n'est pas accordée aux députés qui sont membres du Conseil exécutif. ».

Such allowance shall not be granted to members who are members of the Executive Council.".

S.R., c. 6, a. 104, mod.

**2.** L'article 104 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 11 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 41 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe 1, le mot « six » par le mot « huit »;

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe 2, les mots « un et demi » par le mot « deux ».

**2.** Section 104 of the said act, amended by section 11 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 41 of chapter 9 of the statutes of 1968, is again amended:

(a) by replacing the word "six" in the sixth line of subsection 1 by the word "eight";

(b) by replacing the words "one and one-half" in the fifth and sixth lines of subsection 2 by the word "two".

Id., a. 106, mod.

**3.** L'article 106 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 11 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 42 du chapitre 9 et l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**3.** Section 106 of the said act, amended by section 12 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session), by section 42 of chapter 9 and by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Pensions.

« **106.** Sous réserve de l'article 107, toute personne qui cesse d'être député après en avoir exercé le mandat pendant au moins cinq ans et qui a été membre d'au moins deux Législatures reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle équivalente à un pourcentage du montant total de ses contributions variant selon le nombre d'années pendant lequel elle a été ainsi député, de la façon suivante:

a) au moins 5 ans et moins de 6 ans: 46.875%

b) au moins 6 ans et moins de 7 ans: 56.25%

c) au moins 7 ans et moins de 8 ans: 65.625%

d) 8 ans ou plus: 75%. ».

« **106.** Subject to section 107, every person who ceases to be a member after having held a mandate as such for at least five years and has been a member of at least two Legislatures shall receive during his lifetime, in equal monthly instalments, an annual pension equal to a percentage of the total amount of his contributions, varying according to the number of years during which he was a member, in the following manner:

(a) at least 5 years and less than 6 years: 46.875%

(b) at least 6 years and less than 7 years: 56.25%

(c) at least 7 years and less than 8 years: 65.625%

(d) 8 years or more: 75%.".

S.R., c. 6, a. 109, mod.

**4.** L'article 109 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 11 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 44 du chapitre 9 et l'article 2 du chapitre 10 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots « rempli son mandat pendant huit ans » par les mots « droit de recevoir une pension en vertu de l'article 106 ».

**4.** Section 109 of the said act, amended by section 14 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 44 of chapter 9 and section 2 of chapter 10 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "having held office for eight years" in the third line of the first paragraph by the words "being entitled to receive a pension under section 106".

S.R., c.  
6, s.  
111a, aj.

**5.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 111, le suivant:

Montant  
ajouté  
aux con-  
tributions.

« **111a.** 1. Tout député a droit de faire ajouter au montant total de ses contributions, aux fins du calcul de sa pension, pour chaque année antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1970 pendant laquelle il a été député, un montant n'excédant pas deux pour cent de l'indemnité qui lui a été versée pour chacune de ces années; il peut aussi, dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 104, faire ajouter au montant total de ses contributions, pour chacune de ces années, un montant n'excédant pas un demi de un pour cent de l'indemnité qui lui a été versée pour chacune de ces années.

Avis au  
ministre  
des fi-  
nances.

2. Le député qui désire se prévaloir du paragraphe 1 doit donner un avis à cet effet au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu, dans l'année qui suit, les montants qu'il désire faire ajouter à ses contributions; cet avis doit être donné, par une personne qui est membre de l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1970, avant le 1<sup>er</sup> avril 1970, et par une personne qui le devient par la suite, dans les trois mois de son élection.

Verse-  
ments  
annuels.

3. Le paiement de tout montant en vertu du présent article peut toutefois être réparti en versements annuels égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si le député en fait la demande dans son avis précité, avec intérêt, au taux légal, depuis la date de l'avis.

« Dépu-  
té ».

4. Aux fins du présent article, le mot « député » signifie une personne qui est membre de l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1970 ou qui le devient par la suite. ».

S.R., c.  
6, s. 114,  
remp.

**6.** L'article 114 de ladite loi, modifié par l'article 49 du chapitre 9 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

Paiement  
des arré-  
rages.

« **114.** Lorsqu'une pension devient payable à un député ou à sa veuve avant que ce député ait acquitté toutes les contributions qu'il doit, cette pension est calculée sur le montant total des contributions qu'il a payées, à moins que le solde n'en soit payé dans les soixante jours qui

**5.** The said act is amended by inserting after section 111 the following:

R.S., c.  
6, s. 111a,  
added.

« **111a.** (1) Every member shall be entitled to have added to the total amount of his contributions, for the purposes of computing his pension, for each year prior to the 1st of January 1970 during which he was a member, an amount not exceeding two per cent of the indemnity paid to him for each of such years; he may also, in the case contemplated in subsection 2 of section 104, have added to the total amount of his contributions, for each of such years, an amount not exceeding one-half of one per cent of the indemnity paid to him for each of such years.

Amounts  
that may  
be added  
to con-  
tributions.

2. The member who wishes to avail himself of subsection 1 must give a notice to that effect to the Minister of Finance and pay into the consolidated revenue fund within the ensuing year such amounts as he wishes to have added to his contributions; such notice must be given, by a person who is a member of the National Assembly on the 1st of January 1970, before the 1st of April 1970, and by a person who subsequently becomes a member thereof, within three months after his election.

Notice to  
Minister  
of Fi-  
nance.

3. The payment of any amount under this section may nevertheless be divided into not more than five equal and consecutive yearly payments, if the member so requests in his above mentioned notice, with interest, at the legal rate, from the date of the notice.

Yearly  
payments.

4. For the purposes of this section, the word "member" means a person who is a member of the National Assembly on the 1st of January 1970 or who subsequently becomes a member thereof."

"Mem-  
ber".

**6.** Section 114 of the said act, amended by section 49 of chapter 9 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

R.S., c.  
6, s. 114,  
replaced.

« **114.** When a pension becomes payable to a member or his widow before such member has paid all the contributions that he owes, such pension shall be based upon the total amount of the contributions that he has paid, unless the remainder thereof is paid within the next sixty

Payment  
of arrears.

suivent ou, le cas échéant, par versements conformément à l'avis mentionné à l'article 111 et, le cas échéant, à l'article 111a. ».

S.R., c. 6,  
aa. 115a,  
115b, aj.

7. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 115, les suivants:

Revalorisation des pensions.

« 115a. Le montant de toute pension qui a commencé à courir au cours d'une année précédant le 1<sup>er</sup> janvier 1962 est, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, augmenté de 16%; le montant de toute pension qui a commencé à courir au cours d'une année qui suit le 31 décembre 1961 et qui précède le 1<sup>er</sup> janvier 1969 est augmenté, à compter de cette dernière date, du pourcentage qui apparaît, à l'égard de chacune de ces années, au tableau suivant:

1962 .....	14%
1963.....	12%
1964.....	10%
1965.....	8%
1966.....	6%
1967.....	4%
1968.. ..	2%

Id., pour les veuves.

Dans le cas d'une pension qui a commencé à être payable à la veuve d'un bénéficiaire d'une pension de député avant le 1<sup>er</sup> janvier 1969, ces pourcentages s'appliquent à la pension que recevait ce bénéficiaire aux fins de déterminer l'augmentation de la pension de la veuve dont il s'agit.

Indexation.

« 115b. Le montant de toute pension doit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, être ajusté annuellement de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède. ».

days, or in instalments in conformity with the notice mentioned in section 111 and, as the case may be, in section 111a.".

7. The said act is amended by inserting after section 115 the following sections:

R.S., c. 6, ss. 115a, 115b, added.

"115a. The amount of any pension that commenced to accrue during any year preceding the 1st of January 1962 shall, from the 1st of January 1969, be increased by 16%; the amount of any pension that commenced to accrue during any year following the 31st of December 1961 and preceding the 1st of January 1969 shall be increased, from such last mentioned date, by the percentage shown opposite each of such years in the following table:

1962.....	14%
1963.....	12%
1964.....	10%
1965.....	8%
1966.....	6%
1967.....	4%
1968.....	2%

Revalorization of pensions.

In the case of a pension that commenced to accrue to the widow of a beneficiary of a member's pension before the 1st of January 1969, such percentages shall apply to the pension which such beneficiary was receiving for the purposes of determining the increase in the widow's pension in question.

Id., for widows.

"115b. The amount of any pension shall, from the 1st of January 1969, be adjusted annually, in the manner and at the time prescribed in accordance with section 130 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) for the adjustment of the benefits payable under the said act, so that the amount payable for a month in any year following the first is equal to the product obtained by multiplying the amount that would have been otherwise payable for that month by the ratio that the Pension Index for that following year bears to the Pension Index for the year preceding that following year.".

Indexing.

1969, c.  
15, a. 45,  
ab.

**8.** L'article 45 du chapitre 15 des lois de 1969 est abrogé.

**8.** Section 45 of chapter 15 of the statutes of 1969 is repealed.

1969, c.  
15, s. 45,  
repealed.

Effet ré-  
troactif.

**9.** Le paragraphe *a* de l'article 1 a effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1969 et les articles 7 et 8, à compter du 13 juin 1969.

**9.** Paragraph *a* of section 1 shall have effect from the 1st of April 1969 and sections 7 and 8 shall have effect from the 13th of June 1969.

Retro-  
active  
effect.

Entrée en  
vigueur.

**10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception du paragraphe *b* de l'article 1 et des articles 2 à 6 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970.

**10.** This act shall come into force on the day of its sanction except for paragraph *b* of section 1 and sections 2 to 6 which shall come into force on the 1st of January 1970.

Coming<sup>1</sup>  
into force.